

Lettre ouverte d'Auguste Baron à Marianne

Le vendredi 24 septembre 2021, les usagers du crack installés aux jardins d'Eole ont été déplacés arbitrairement à la Porte de la Villette par le ministre de l'intérieur et le préfet de police comme de vulgaires déchets. Sans prise en charge sanitaire, médicale ni sociale, sans concertation avec les riverains.

Aucune volonté de la part de l'Etat d'aider, d'assister et d'accompagner ces toxicomanes vers un sevrage et une réinsertion, aucune volonté de protéger les riverains agressés et abandonnés.

La situation reste insoluble, en dépit d'un "plan crack" mis en place en 2019 et neuf millions d'euros dépensés. Les riverains contraints de cohabiter avec les usagers du crack subissent des agressions physiques, éventuellement à l'arme blanche, et verbales quotidiennes ainsi que de l'insalubrité. Les commerçants y perdent de la clientèle et de l'argent. La consommation de drogue et les deals s'effectuent dans la rue, en plein jour au vu et au su de tous et la police ne peut intervenir. Cette situation s'aggrave de jour en jour, et prend des formes aiguës la nuit.

Dans le même temps trois personnes ont été arrêtées puis condamnées pour avoir écrit « le mur de la honte » sur le mur en parpaings érigé la veille, entre Paris en Pantin, pour protéger les habitants de Pantin des toxicomanes. Pendant combien de temps encore les autorités publiques, soi-disant garantes des valeurs de la République, vont-elles laisser les choses se dégrader. Les lois de la République ne s'appliquent plus dans notre secteur.

Liberté. La liberté peut se comprendre comme la possibilité d'agir selon ses propres choix, de se rendre où on le désire. Cette liberté ne comporte de limite que si elle attente à la liberté d'autrui. Comment se sentir libre lorsqu'on apprend que la caissière en bas de chez soi a été victime de 3 agressions en l'espace de 2 jours ?

Egalité. Comment se sentir égaux, lorsque ce sont toujours les mêmes quartiers qui sont désignés pour accueillir ce que personne ne souhaite? L'usage des stupéfiants sur la voie publique est moins bien toléré dans certains quartiers que dans d'autres. Rappelez-vous cet été, une star de la NBA et un rappeur ont été arrêtés et contrôlés à Paris dans le 8ème arrondissement pour consommation et possession de marijuana. A la Porte de la Villette, à Stalingrad, à la Chapelle ou encore à Pantin et à Aubervilliers, les deals se font en pleine rue, en toute impunité; à croire que le stress des riverains est moins gênant que le confort des dealers et des consommateurs-

Fraternité. Comment ressentir la fraternité lorsque vous vous retrouvez seul face à ces problèmes? Notre vie a changé à cause de décisions de l'Etat et de la Ville. Nous ignorants. Nous avons tous pensé égoïstement que ce problème resterait loin de chez nous. Hier, encore il était à Stalingrad mais aujourd'hui il est à Porte de la Villette et nous sommes tous conscients que l'empathie ne sera pas suffisante pour faire réagir les autorités publiques, nous devons mener des actions citoyennes et pragmatiques pour améliorer le quotidien de la capitale, de la banlieue parisienne voire d'autres grandes métropoles. L'enjeu n'est pas uniquement de sauver les riverains de l'enfer du crack mais d'éviter un avenir catastrophique.

Avec l'établissement de **Halte aux soins addictions**, nos quartiers vont devenir des laboratoires de ce qui se répandra ailleurs dans les villes et dans les banlieues. Il est urgent de faire comprendre l'impossible cohabitation entre riverains et usagers du crack et de réfléchir ensemble à de meilleures façons de prendre en charge ces personnes malades afin de protéger l'ensemble des citoyens.

Nous, le collectif Village Villette, exigeons :

Une prise en charge judiciaire d'urgence des personnes les plus dangereuses.

Les interventions effectives des associations et non leur présence passive.

Une ouverture immédiate de centres d'hébergement et de soins pour les usagers de cracks, éloignés des zones d'habitation.

Une augmentation des moyens humains et financiers de l'hôpital public et des hôpitaux psychiatriques en particulier.

Une mise en place d'une cellule de soutien psychologique pour les victimes d'agression d'usagers du crack.

